

2010

L'ANNUEL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



REGARDS

sur la terre

**VILLES
CHANGER DE TRAJECTOIRE**

SOUS LA DIRECTION DE **PIERRE JACQUET, RAJENDRA K. PACHAURI & LAURENCE TUBIANA**



SciencesPo.
Les Presses

L'APEC NE CROIT PAS À COPENHAGUE

11-15 NOVEMBRE Le Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) réunit à Singapour les 21 dirigeants de la région. Ils adoptent un accord visant à maintenir les mesures de relance économique face à la crise et à lutter contre le protectionnisme. Ils réaffirment les accords de Bogor qui mettent fin aux barrières douanières entre les pays développés de l'APEC (Japon, Nouvelle-Zélande, États-Unis) dès 2010. Les dirigeants de l'APEC, dont trois des gros émetteurs de GES (Chine, États-Unis et Indonésie), ne parviennent cependant pas à fixer d'objectifs chiffrés pour réduire leurs émissions de GES. Ils justifient leur position en prévoyant que la conférence internationale sur le climat de Copenhague débouchera seulement sur un accord politique et non sur un accord légalement contraignant, qui serait, lui, reporté à une date ultérieure et indéterminée.

ASIE : VILLES CÔTIÈRES, VILLES VULNÉRABLES

12 NOVEMBRE Le WWF publie une étude intitulée *Méga stress pour mégas cités* à l'occasion du Forum économique Asie-Pacifique (APEC). Le rapport décrit pourquoi 11 pôles urbains d'Asie figurent parmi les plus vulnérables au changement climatique et comment ils sont exposés aux risques majeurs d'inondations et de tempêtes. Toutes ces villes (Dacca, Manille, Jakarta, Calcutta, Phnom Penh, Ho Chi Minh-ville, Shanghai, Bangkok, Kuala Lumpur, Hong-Kong et Singapour) sont situées le long du littoral ou sur des deltas à l'embouchure de fleuves.

>>> SUITE PAGE 68

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : COMMENT SE CONSTRUIT LA GOUVERNANCE ?

“ Pour quelles raisons les chefs d'État se réunissent-ils en novembre 2009 pour parler de sécurité alimentaire ?

La flambée des prix des produits alimentaires en 2008 et les émeutes qu'elle a provoquées dans plusieurs pays ont suscité une remobilisation politique autour des questions alimentaires. Cette crise ne venait pas d'une faiblesse de la productivité agricole mais de la conjonction de multiples facteurs : réduction des stocks mondiaux, forte demande liée aux agrocarburants, accidents climatiques, poursuite de la croissance de la demande, spéculation. Les populations à faible revenu ont souffert, partout, de devoir payer plus cher leur nourriture. Certaines des émeutes ont eu lieu dans des pays qui dégageaient des excédents agricoles, comme au Sahel par exemple. Mais les heurts à répétition ont créé un événement médiatique, et diverses institutions s'en sont saisies pour légitimer leur action. Pour celles travaillant sur les questions agricoles, la FAO en tête, l'enjeu est de mettre fin à deux décennies de relatif abandon des politiques d'aide au développement consacrées à l'agriculture. Et les projections de l'offre et de la demande à long terme montrent le caractère stratégique de ce secteur. Mais augmenter la production ne suffira pas à réduire la faim et encore moins la malnutrition. Il faut aussi augmenter la capacité des populations pauvres à produire ou acheter leur nourriture. Il faut des emplois et des revenus – besoins auxquels l'agriculture et l'agro-alimentaire peuvent aussi répondre. Il faut enfin une forte mobilisation du secteur de la santé et de l'éducation. La crise des prix a révélé la fragilité des sociétés face aux chocs et a montré que le marché seul ne suffisait pas à éviter la flambée des cours.

Après vingt ans de libéralisation économique, il est de nouveau légitime de s'interroger sur les interventions publiques pour la régulation des marchés. Tous ces constats conduisent à reconnaître le caractère plurisectoriel de la sécurité alimentaire.

Est-ce pris en compte dans ce qui est discuté aujourd'hui ?

Lors du Sommet sur la sécurité alimentaire à Rome en juin 2008, la France a proposé le lancement d'un partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, qui est maintenant porté par le G8 et de nombreux pays en développement. Il comprend trois piliers : un pilier politique, avec la mise en place d'une gouvernance globale autour des questions de sécurité alimentaire ; un pilier financier, afin de bénéficier d'une aide publique au développement plus conséquente ; et, enfin, un pilier scientifique avec la mise en place d'un réseau d'expertise à l'image du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). L'objectif est d'éclairer les décideurs politiques sur l'état des controverses – par exemple le rôle des agrocarburants, ou les modes de régulation des marchés. Au-delà du dialogue entre nations, ce partenariat veut associer tous les acteurs de la société civile (les producteurs, les consommateurs, les scientifiques, les entreprises du secteur agro-alimentaire), pour décloisonner le débat et encourager une alliance politique multisectorielle à la hauteur de la complexité des questions alimentaires (accès, régularité des prix, qualité des aliments, etc.). Il faut saluer cette prise de conscience sans précédent des politiques et espérer qu'elle aboutisse à une gouvernance réelle de la question. ■



Nicolas Bricas
Chercheur en socio-économie, Cirad

ZOOM
INTERVIEW

